

Au sommaire

Sécurité alimentaire	P.1
Eau, hygiène et assainissement	P.3
Camps	P.4
Préparation aux urgences/résilience	P.4
Choléra	P.6
Protection	P.7

FAITS SAILLANTS

- L'aide humanitaire, encore insuffisante pour lutter contre la faim en Haïti.
- Difficultés d'accès à l'eau potable en Belle-Anse.
- Menaces d'évictions forcées.
- Comment améliorer la résilience.
- Choléra : la tendance à la baisse se confirme.
- Des lampadaires pour la protection des femmes.

CHIFFRES CLÉS

1,5 millions
de personnes en insécurité
alimentaire sévère.
(source groupe de travail sécurité
alimentaire et nutrition)

347 000 déplacés
internes dans les camps
(rapport DTM du janvier 2013 –
cluster CCCM/Abris)

FINANCEMENTS

144 millions
demandés

13,1 %
obtenus



Préparation aux urgences/résilience

L'aide humanitaire ne suffit pas pour améliorer la sécurité alimentaire en Haïti

En dépit de l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq connaît des déficits alimentaires considérables et souffre de malnutrition aiguë

La situation de crise alimentaire, caractérisée par l'impossibilité des ménages de couvrir le minimum de leurs besoins alimentaires, aurait pu déboucher sur une phase d'urgence précoce si des interventions humanitaires dans les zones affectées n'avaient pas eu lieu.

A titre d'exemple, un programme du PAM a eu des résultats. Il s'agit du « Supplementary Feeding Programme ». Ce dernier a permis de nourrir 685 000 élèves et environ 145 000 femmes enceintes et allaitantes, ainsi que des enfants de moins de 5 ans. De plus, pour la réponse à l'ouragan Sandy, le programme « Take home ration » a favorisé l'alimentation de 200 000 personnes pendant une période de 15 jours. Une allocation de 5,2 millions USD a été également donnée pour mener des activités « argent contre travail » aussi bien dans les zones affectées par Sandy que dans celles qui sont vulnérables.

A travers le FAES, le gouvernement a distribué 138 402 paniers de solidarité pour environ 5 millions de dollars USD. L'USAID a aussi financé des projets à hauteur de 15 millions USD pour la distribution de nourriture, des transferts d'argent et pour la réparation des infrastructures. Pour sa part, Echo a financé 7 millions de dollars USD pour des actions liées à la production agricole et au secteur Eau, hygiène et assainissement (EHA).

Selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), ces interventions humanitaires ont touché environ 700 000 personnes mais restent insuffisantes et doivent se poursuivre pour éviter à environ 30 communes réparties dans six départements (Sud-Est, Plateau Central, Presqu'île du Sud, Nord-Ouest, Ouest, Artibonite, Ouest)

Chiffres clés



6,7 millions
personnes en insécurité
alimentaire in Haïti

5,2 millions personnes
en insécurité alimentaire
modérée

1,5 million en insécurité
alimentaire sévère

Données désagrégées

792 568 (52%)
731 601 (48%)

En milieu rural: **4,1 millions**

En milieu urbain: **2,6 millions**



81 600
enfants de moins de cinq avec
une malnutrition aiguë

61 200 (4%)
enfants de moins de cinq avec
la malnutrition aiguë modérée
(MAM)

20 400 (1,1%)

de tomber dans la phase 4 de l'IPC (integrated food security classification - échelle de valeur indiquant les phases d'insécurité alimentaire), ce qui équivaldrait, par conséquent, à une situation d'urgence humanitaire.

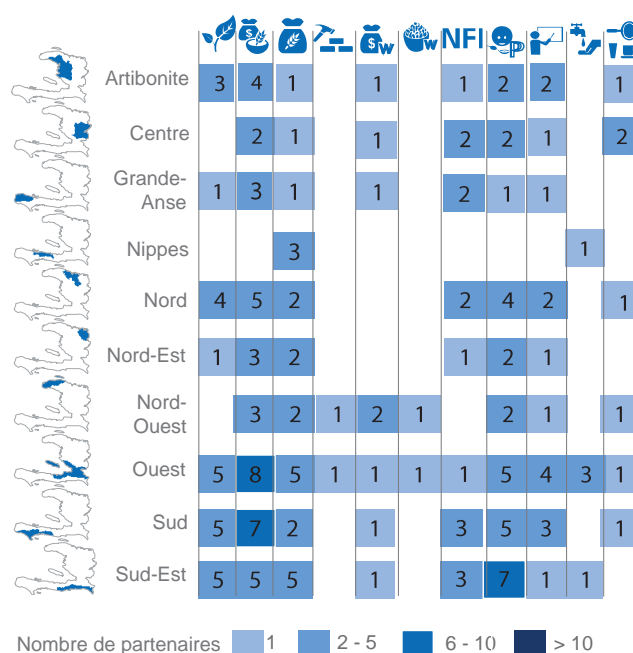
Une augmentation des cas de malnutrition aiguë a été enregistrée dans plusieurs zones.

D'un autre côté, le PAM souhaite réaliser, pendant la période de soudure, une distribution pour 145 000 personnes avant les récoltes de juin-juillet. M. Janne Suvanto, Représentant a.i de l'organisation, indique cependant que les ressources ne sont pas disponibles.

Des stratégies de survie qui fragilisent le quotidien des populations

En effet, d'autres problèmes subsistent. Ainsi, avec la tendance à la hausse des prix des aliments de base tels que le riz, le maïs en grain, le sorgho décortiqué et le pois congo (16 à 28 pour cent dans le Centre ; dans le Sud et la

Activités



Nombre de partenaires 1 2 - 5 6 - 10 > 10

Légende des activités



Source: Groupe de Travail sécurité alimentaire et nutrition – février 2013

D'autre part, l'arrivée de la saison des pluies et des cyclones préoccupe le PAM du fait du manque de financements pour les stocks de pré-positionnement dans les 4 départements où le PAM est basé (Gonaïves, Port-au-Prince, Jacmel, Cap-Haïtien). Selon les prévisions, il n'y aura plus de stocks disponibles à compter du mois de juin prochain et, même avec un financement pour le renouvellement des stocks supplémentaires, les besoins en logistique relatifs aux flottes de transport, aux ressources humaines et au loyer feront encore défaut et constituent par conséquent des défis majeurs pour répondre à une éventuelle catastrophe.

Cette situation inquiétante diminue en grande partie la capacité de réponse de l'organisation dont le mandat est pourtant de venir en soutien aux partenaires et au gouvernement en matière de stockage et de transport. Ainsi, M. Janne Suvanto a fait valoir la nécessité de continuer le plaidoyer pour la mobilisation des ressources et le travail continu avec le gouvernement pour des actions communes en faveur des populations dans le besoin.

Depuis octobre 2012, une augmentation des cas de malnutrition aiguë, mesurée par le Périmètre Brachial (PB), a été enregistrée dans plusieurs zones. La situation est particulièrement préoccupante au niveau de la commune de Moron (Grand-Anse) où le nombre de cas a presque doublé, passant de 2.1 à 4.0 pour cent, entre décembre

2012 à janvier 2013. Dans le cas de la 3ème section Calumette et de la Baie d'orange, dans le Sud-est, des interventions humanitaires ont permis de contenir l'évolution de la malnutrition aiguë.

Soulignons qu'avec le nouveau financement du volet « **sécurité alimentaire et nutrition** » du Plan d'action humanitaire 2013, à hauteur de 4 407 903 dollars USD, une meilleure réponse sera apportée aux populations et permettra l'atténuation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition aiguë, principalement chez les enfants de moins de 5 ans.

Le manque d'accès à l'eau potable et la détérioration des infrastructures rendent les communes de Thiotte, Grand Gosier et Belle – Anse vulnérables

L'accès limité à l'eau potable font craindre les habitants de Thiotte et de Grand Gosier.

Au cours d'une mission d'évaluation réalisée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) du 14 au 16 mars derniers, les réalités sur le terrain ont montré un manque criant d'infrastructures de qualité et un accès très limité à l'eau potable dans les communes de Grand Gosier, Anse-à-Pitres et Belle-Anse.

Il faut souligner que l'accès par la route aux différentes communes de Belle-Anse est très difficile et contribue à accroître les difficultés pour les populations vivant dans cette zone. Ce problème conduit à l'isolement géographique des communes. L'aide en provenance de Jacmel devient ainsi impossible par voie terrestre en situation d'intempéries.

Situées en amont de la côte, les communes de Thiotte et Grand Gosier ont en général un accès limité à l'eau potable - voire nul - pendant certaines périodes, avec comme conséquences dramatiques des risques de recrudescences régulières des épidémies de choléra. Ainsi, sur une population de plus de 100 000 habitants dans cet arrondissement, environ un quart ont accès à l'eau potable et moins de 20% à des latrines. Les principales raisons de cette situation sont que les systèmes de canalisation de Thiotte et Grand Gosier ont été particulièrement touchés ces dernières années. D'après les autorités communales, l'ensemble du système d'eau de l'arrondissement n'a pas été revu en profondeur depuis une trentaine d'années. Il a été notamment affecté par le passage du cyclone Isaac et de l'ouragan Sandy. C'est ainsi que la population de Thiotte n'a pas eu accès à l'eau potable pendant plusieurs mois et souffre encore de difficultés chroniques à ce niveau.

Selon le bureau de l'Ouest de Jacmel de la DINEPA, des actions de réhabilitation sont en cours dans l'ensemble de l'arrondissement afin de remédier à cette situation difficile. De plus, à Anse-à-Pitres un nouveau système vient d'être inauguré, des actions sont en cours de finition à Grand Gosier dans le cadre de la réhabilitation et de l'extension du système d'eau avec une mise en œuvre effectuée par World Concern sur fonds de la coopération espagnole (AECID). Les travaux devraient arriver à leur terme au mois d'avril.

À Belle-Anse, à compter du mois d'avril 2013, le trésor public (également sur fonds AECID) doit financer un système de captage d'eau de pluie afin d'alimenter les sections communales avoisinantes localisées sur les hauteurs. Ce projet commencerait en avril pour une durée de 6 mois. Enfin, à Thiotte, la commune la plus affectée par ces problèmes, une étude a été effectuée pour déterminer le système de pompage capable de capter la rivière Royers et d'alimenter abondamment la commune. Toutefois, les autorités restent en quête d'un bailleur de fonds susceptible d'appuyer ce projet.

Lors de cette mission, la problématique Eau, hygiène et assainissement (EHA) est apparue comme prioritaire au regard des périodes d'urgence susceptibles de s'annoncer prochainement pendant la saison des pluies et celle des cyclones.

Persistance de menaces d'éviction pour de nombreux déplacés

La majorité des camps menacés par les évictions forcées se trouvent sur des terrains privés.

Beaucoup de camps restent encore sous la menace d'évictions forcées et une veille attentive et quotidienne est requise afin d'éviter les drames qu'ont connues certaines familles de déplacés récemment.

A titre d'exemple le camp CAPVVA, situé dans la commune de Cité Soleil, sur un espace privé, serait en ce moment sous la menace d'éviction forcée. Dans le souci d'éviter cela, des discussions sont en cours entre l'organisation Join the Journey, OIM et la Mairie de la commune afin de permettre une relocalisation de ce camp dans les plus brefs délais. A l'heure actuelle, la situation serait calme et sans tension apparente.

Le camp Fanm Kooperativ est, quant à lui, au centre d'un imbroglio judiciaire délicat puisque le fonds du problème reposerait sur un désaccord entre deux individus revendiquant la propriété du terrain. D'autre part, plusieurs informations concordantes témoignent qu'il y a eu des évictions forcées touchant ce camp le 22 janvier dernier. Les familles auraient ainsi dû précipitamment quitter les lieux dans des conditions difficiles. Environ la moitié de ces familles seraient revenues sur le terrain sans qu'elles aient dû subir le même sort depuis lors. Officiellement 389 familles pour 1945 personnes résident dans ce camp. Cette situation difficile pour la vie des déplacés continue d'être suivie de près par les autorités nationales et la communauté humanitaire afin d'anticiper et d'éviter, dans la mesure du possible, toutes nouvelles évictions forcées. Rappelons que la majorité des camps menacés par les évictions forcées se trouvent sur des terrains privés.

Les projets de retours restent aussi au centre de l'actualité. L'OIM est en train de terminer la collecte des données. Au total, 31 135 subventions aux loyers ont été allouées (entre 2011 et 2013) et environ 28 000 supplémentaires vont être allouées aux ménages déplacés dans les mois à venir (entre 2013-2014). Le chiffre de déplacés reste toujours, officiellement, à 347 284 individus (87 750 ménages) répartis sur 450 sites.

Haïti a accueilli une conférence régionale dédiée aux urgences et aux catastrophes

Du 5 au 7 Mars 2013 à Port-au-Prince, le Commandement militaire américain pour l'Amérique latine et les caraïbes (Southcom) et la Garde nationale de Louisiane ont organisé une conférence consacrée aux urgences et aux catastrophes. Cet événement a été réalisé en partenariat avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et l'Agence caribéenne consacrée à la gestion des désastres et des urgences (Caribbean Disaster Emergency Management Agency).

La conférence a réuni les acteurs nationaux et régionaux dans la réponse et la prévention des catastrophes. Une discussion sur le rôle de la coordination civilo - militaire dans les catastrophes naturelles, organisée par OCHA Haïti et le Humanitarian Policy Group, s'est focalisée sur le rôle des capacités militaires dans le renforcement des capacités nationales en termes de préparation et de réponse.

Dans le but d'améliorer la coopération entre les organisations humanitaires et militaires dans la région, la mise en place prochaine d'un centre d'excellence civilo-militaire dans la région des Caraïbes a été aussi au centre des discussions.

Haïti teste la communication de l'alerte au tsunami

Le 20 mars dernier, Haïti a été parmi les 30 pays de la Caraïbe à participer à un exercice d'alerte au tsunami à grande échelle. Cet exercice a permis de tester le système d'alerte aux tsunamis et aux risques côtiers de la mer des Caraïbes et des régions adjacentes. Un système que les pays de la région ont mis en place, en commun, à partir de 2005.

<http://haiti.humanitarianresponse.info/> | www.unocha.org

Le scénario de l'exercice, baptisé Caribe Wave/Lantex 13, avait pour but de simuler un tremblement de terre majeur générant un tsunami à 92 kilomètres au Nord d'Oranjestad, dans la mer des Caraïbes, le 20 mars 2013.

Avec son système national de gestion des risques et des désastres, Haïti travaille pour atténuer le risque de tsunami sur son territoire.

La participation d'Haïti à cet exercice traduit la volonté de l'État de renforcer son système de gestion des risques mais également de rendre les populations et les communautés plus résilientes face au risque de tsunami.

Au-delà de la réponse et de la préparation aux urgences, Haïti pose la question de la réduction des risques et de la résilience

Haïti reste très vulnérable à un certain nombre de risques climatiques et météorologiques.

Depuis le tremblement de terre dévastateur de Janvier 2010, le gouvernement d'Haïti et ses partenaires humanitaires ont travaillé à concevoir et à mettre en œuvre des mesures réduisant la vulnérabilité de la population aux catastrophes d'origine humaine et naturelle. Toutefois, les acquis réalisés en matière de réduction des risques de catastrophe grâce aux interventions humanitaires sont constamment remis en cause par de nouvelles catastrophes.

Haïti reste en effet très vulnérable à un certain nombre de risques climatiques et de risques météorologiques. Ainsi, le pays est situé sur deux lignes de faille sismiques (une au Nord et une au Sud). Les partenaires de l'ONU et d'autres organisations humanitaires ont aidé la Direction de la protection civile (DPC) dans la refonte du plan de contingence national et, dans la même logique, l'élaboration d'un plan d'urgence contre le tremblement en tenant compte des nouvelles circonstances.

Par ailleurs, les partenaires humanitaires et de développement ont aidé les autorités nationales de procéder à un mapping sismique de Port-au-Prince, qui est une étape cruciale dans la perspective d'une conception urbaine prenant en compte les différents risques. D'autres initiatives soutenues par l'ONU sont en cours, par exemple le renforcement du système d'alerte précoce dans les zones côtières. Comme les catastrophes naturelles continuent de causer des pertes en vies humaines et en biens, Haïti n'a plus d'autre choix que de se concentrer sur la gestion des risques et des catastrophes et, en particulier, de renforcer la résilience.

Le renforcement de la résilience devrait permettre de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité et de créer une capacité de réponse accrue aux différentes possibilités de catastrophe. Il s'agit d'un concept à deux volets qui comprend, d'une part, la préparation de la population aux efforts d'intervention en temps de crise, incluant également une meilleure préparation pour le gouvernement, la société civile et le secteur privé, ces derniers devant tous jouer un rôle responsable dans la RRC (réduction des risques et des catastrophes). D'autre part, cela implique la nécessité de changer un certain nombre de pratiques susceptibles d'augmenter les risques pour les populations concernées. A titre d'exemple, il convient de penser autrement la réinstallation des populations vivant dans les lits des rivières, et la nécessité de changer les habitudes d'utilisation du bois.

L'adoption d'un cadre juridique pour la réduction des risques et des catastrophes (RRC) reste une priorité. Le financement des donateurs est incontournable afin d'aider au renforcement des capacités institutionnelles à tous les niveaux. Des efforts sont également nécessaires pour consolider le système national d'alerte précoce.

En conséquence, Haïti pourrait être un pays cible important dans le cadre de l'initiative mondiale des Champions politiques pour la résilience face aux catastrophes.

Le groupe des Champions politiques pour la résilience face aux catastrophes a été lancé par le Royaume-Uni et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 2012. Il a pour but d'appliquer une plus grande attention politique et l'investissement

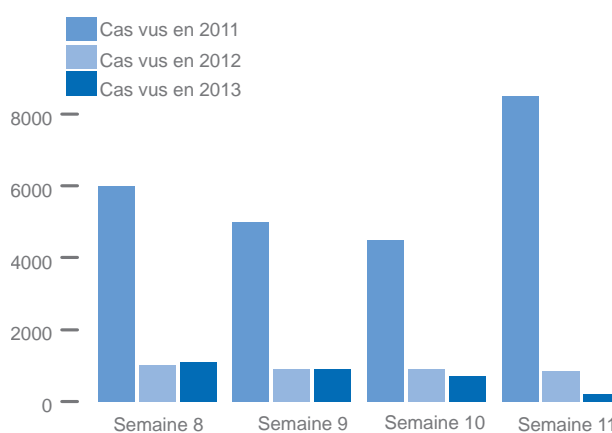
dans la résilience aux catastrophes. Les trois grandes priorités du groupe comprennent le renforcement de la résilience régionale, notamment dans la Corne de l'Afrique et du Sahel, la promotion de la résilience aux catastrophes dans certains pays comme Haïti, et l'intégration de la résilience aux catastrophes dans les investissements des donateurs humanitaires et de développement.

Choléra: la tendance à la baisse se confirme

Malgré tout, la saison des pluies invite à une veille attentive de la part du gouvernement et de la communauté humanitaire

La tendance de l'épidémie du choléra est toujours à la baisse aussi bien pour le nombre de cas vus en 2012 à la même période comme pour le nombre de décès mais une recrudescence est à craindre avec la saison des pluies qui commence.

Cas rapportés: Cas vus actuels de la semaine 8 à la semaine 11



Source: comparaison cas pour les années 2011, 2012 et 2013 – Mars 2013

Selon le l'OPS/OMS les létalités hospitalières et globales sont jusqu'à présent, respectivement de 0,93% et 0,42% pour l'année 2013 (depuis le début de l'épidémie en 2010 les létalités hospitalière et globale respectives étaient de 1,43% et de 1,23%).

L'Artibonite reste, pour le moment, le département qui a enregistré le plus grand nombre de cas, avec 23,04% de l'ensemble des cas enregistrés depuis le début de l'année 2013. Avec 21% de l'ensemble des cas, le département de l'Ouest suit.

Au cours de la 10ème semaine épidémiologique, c'est le département du Centre (flambée dans la localité de Grand Boucan à Mirebalais) et celui de l'Artibonite qui ont enregistré le plus grand nombre de cas avec respectivement 164 et 161 cas. Concernant le taux de mortalité, le Nord est le département qui a le taux de mortalité le plus élevé en 2013 (4,43 pour 100 000). Pour le moment, les autres départements restent sous la barre des 2 pour 100 000, ce qui reste préoccupant.

Pour le moment 12 alertes de flambée ont été recensées depuis le début de l'année 2013 dont 5 dans le Nord, 3 dans l'Artibonite, 2 dans le Centre et 2 dans l'Ouest.

Concernant le plan national d'éradication du choléra, le MSPP a organisé en mars une réunion avec les bailleurs et certains acteurs clés (MSF, MDM, IMC) afin de s'assurer que tous les partenaires alignent leurs interventions avec la stratégie de la première phase du plan d'éradication du choléra (plan opérationnel en 2 ans).

Le trésor public (GoH) finance à hauteur de 60 000 000 gourdes (1,35 million USD) la première phase du plan d'éradication pour cette année.

	# CTCs* (Mar. 2013)	# CTUs* (Mar. 2013)	# CTDAs* (Mar. 2013)
Ouest	5	3	14
Artibonite	2	7	16
Nord	1	0	18
Sud	1	7	3
Nord-ouest	1	4	6
Centre	0	1	13
Grande-Anse	3	2	10
Nord-est	1	0	16
Sud-est	0	0	19
Nippes	0	0	8

Source: Nombre de structures de traitement du choléra MSPP/OMS – Mars 2013

Des lampadaires pour lutter contre la violence faite aux femmes

Grâce à l'appui financier et technique du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF) a procédé, le mardi 12 mars dernier, à l'inauguration de la troisième phase du projet d'installation de 190 lampes solaires à Morne Lazarre. C'est un quartier qui a été ravagé par le tremblement de terre de janvier 2010.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet de prévention de la violence basée sur le genre, par le biais d'éclairage solaire pour les populations affectées par le séisme du 12 janvier 2010. Ce projet s'étend sur dix sites (camps et quartiers) et est articulé avec le projet de relocalisation du gouvernement d'Haïti.

« La zone était auparavant dans le noir. L'installation des lampes a suscité un regain d'activités dans la zone », a expliqué un membre de la Plateforme communautaire de Morne Lazarre. Une commerçante confie aussi que cette initiative a permis aux populations de poursuivre leurs activités à la tombée de la nuit.

Outre cet avantage, les lampes solaires permettent aussi à certaines femmes d'établir des lieux de rencontre informels en toute sécurité et aux élèves d'étudier le soir quand ils n'ont pas d'électricité.

Depuis la mise en place de ce projet, 200 lampes solaires ont été installés dans une cinquantaine de camps affectés directement par le tremblement de terre. Dans le cadre de la nouvelle phase du projet, le Ministère et l'UNFPA projettent d'y installer dans les prochains mois 37 lampadaires supplémentaires.

En bref

L'UNICEF appuie des communautés rurales du Nord dans la protection des sources d'eau et l'amélioration de l'assainissement

Dans le cadre de la lutte pour la protection des sources et l'amélioration de l'assainissement, l'UNICEF accompagne les communautés et les organisations du Nord à mettre en place des systèmes d'eau potable. A ce jour, 25 systèmes d'eau ont été mis en œuvre dans trois communautés rurales du département dont Petit Bourg Borgne, Champagne et trou d'Enfer.

Concert-Action, une organisation locale, appuyée par l'UNICEF, construit des systèmes d'eau salubre à Petit Bourg Borgne. La plupart des gens de ce village niché dans les montagnes du département du Nord dépendent de l'eau des ruisseaux, des rivières et des sources souterraines pour l'ensemble de leurs besoins au quotidien.

Pour la célébration de la journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2013, un colloque international a été réalisé sous le thème « coopération dans le domaine de l'eau ». Plusieurs sujets ont été abordés dont la coopération internationale dans le domaine de l'eau : enjeux et perspectives ; la gestion participative de l'eau et les obligations de l'État quant au droit à l'eau et à l'assainissement.

Corrigendum

Une erreur s'est glissée dans l'article intitulé « Le coordonnateur exécutif du Programme des volontaires des Nations Unies a visité Haïti », publié dans le bulletin # 27. Merci de le lire comme suit :

Les volontaires des Nations Unies sont environ 250 en Haïti. "C'est en grande partie à cause de l'importance du volontariat dans ce pays que le Coordinateur Exécutif des VNU – fraîchement installé dans ses fonctions – a choisi Haïti pour sa première visite officielle", a indiqué l'officier de projet et de plaidoyer attaché au programme VNU de la MINUSTAH. "Le programme VNU en Haïti travaille activement pour un rapport sur le Volontariat en Haïti, avec notamment la réalisation d'une cartographie des organisations haïtiennes mobilisant des Volontaires", a par ailleurs informé Isabelle Blanc.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

George Ngwa Anuongong, chef, Section communication, ngwaanuongong@un.org, Tél. (509) 3702 5192

Guillaume Schneider, chargé du reporting, schneiterg@un.org, Tél. (509) 3702 5758

Rachelle Elie, chargée de l'information publique, elien@un.org, Tél. (509) 3702 5177

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | www.unocha.org | www.reliefweb.int